

# Procédure de traitement des demandes de raccordement des installations de stockage au réseau public de transport d'électricité dans les zones à gabarit

Date de la contribution : 07/01/2026

**Question 1 :** Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle il n'est pas souhaitable qu'un nombre restreint d'acteurs puisse réserver l'ensemble de la capacité disponible dans les zones à gabarit ?

Oui

Commentaire :

Nous partageons l'objectif de la CRE concernant la situation actuelle. Toutefois, nous nous interrogeons sur le caractère pérenne de la consultation et des solutions qui seront mises en place.

Nous souhaiterions qu'une nouvelle consultation de la filière soit mise en place après la remise des PTFs demandées suite à la parution de la cartographie du 09 octobre 2025. Nous pensons que des critères de pré-sélection, dès la demande de PTF, sont souhaitables pour éviter de revivre une situation similaire. Cela n'est pas applicable dans la situation actuelle, étant donné que des demandes de PTFs sont déjà effectuées.

**Question 2 :** Êtes-vous favorable au processus envisagé par la CRE ?

Défavorable

Commentaire :

La procédure de raccordement actuelle favorise encore les acteurs ayant les moyens de multiplier leurs demandes de PTF et ne permet pas de considérer avec davantage d'intérêt les acteurs ayant un projet mature (avec foncier sécurisé) au stade de la demande. Ce débat mériterait d'avoir lieu avec les acteurs de la filière.

Dans le cadre de cette consultation, qui a pour objectif de répondre à une situation temporaire, nous proposons l'ajout d'une étape intermédiaire :

Une étude de complétude de dossier avant de réaliser le classement. Cette étape permettrait de s'assurer que le classement ne prend en considération que des projets « matures », avec notamment la fourniture d'un justificatif foncier (promesse de bail notariée (ou avec intervention d'un tiers permettant de s'assurer de la validité du document) ou bail... – en retirant la possibilité de fournir une simple attestation sur l'honneur). Des dossiers de complétude pourraient être envoyés à RTE dans un premier temps, pour que RTE puisse ensuite communiquer à chaque acteur sa place réelle parmi les 3 candidats, qui bénéficient d'un dossier complet. Une fois cette nouvelle position connue, alors les acteurs pourront remettre leur classement de priorisation pour optimiser leurs chances de succès en ayant une logique de portefeuille de projets.

Par ailleurs, la présente procédure n'explique pas la manière dont seront traités les postes interdépendants situés au sein d'une même zone à capacité limitée. Il serait souhaitable de décrire le séquençement de l'envoi des PTF en question si les postes source concernés se font concurrence. Il pourrait par exemple être utile de connaître sa position « sur un poste » et « dans une zone » avant de réaliser le classement de priorisation

**Question 3 :** Êtes-vous favorable à ce qu'un même demandeur ne reçoive pas de PTF en premier sur plus de 20 % (arrondi à l'entier supérieur) des postes en concurrence sur l'ensemble des postes éligibles à une ORO à gabarit faisant l'objet d'une même publication par RTE ?

Favorable

Commentaire :

Oui dans le cadre de cette situation temporaire.

Nous pensons que des critères de pré-sélection, dès la demande de PTF, sont souhaitables pour éviter de revivre une situation similaire.

**Question 4 :** Considérez-vous qu'il serait préférable de limiter la puissance de raccordement pour laquelle un opérateur pourrait recevoir une PTF en premier plutôt que le nombre de PTF ?

Non

**Question 5 :** Êtes-vous favorable au délai d'une demi-journée entre les envois de PTF concurrentes ?

Défavorable

Commentaire :

1 à 3 jours pourrait être plus confortable

**Question 6 :** Avez-vous une autre proposition concernant les modalités du séquençement de l'envoi des PTF dans les zones à gabarit

?

cf autres réponses

#### Question 7 : Avez-vous des remarques complémentaires ?

Nous souhaiterions que RTE et la CRE ne remettent pas en question les règles du jeu entre la publication d'une cartographie et les remises de PTFs. Si des améliorations sont à apporter, nous souhaiterions qu'elles soient réalisées avant une mise à jour de la cartographie, pour s'assurer que le processus de demande et de remise de PTFs ne soit pas remis en question.

En cas d'impossibilité de réaliser un raccordement pour cause de PTF caduque, RTE devrait proposer un remboursement de la somme forfaitaire si le développeur ne souhaite pas poursuivre son étude de caducité.

Il serait souhaitable de connaître le jour et l'heure de publication d'une nouvelle cartographie de RTE.